

FAIRE AVEC OU FAIRE CONTRE ?

Face aux périls qui menacent l'humanité, dont le dérèglement climatique, le monde des musées peut choisir de faire face et de se placer à l'avant-garde, quitte à remettre en question les fondements même des institutions, leurs raisons d'être et leurs modes d'actions.

par **Serge Chaumier** et **Alain Chenevez**

Serge Chaumier est professeur de muséographie et responsable du master Expographie-Muséographie à l'université d'Artois, chercheur au laboratoire Textes et Culture.
serge.chaumier@univ-artois.fr

Alain Chenevez est maître de conférences HDR en socio-anthropologie, responsable du master Direction de projets ou Établissements culturels et chercheur au laboratoire LIR3S (UMR 7355), Université de Bourgogne.
alain.chenevez@u-bourgogne.fr



Des activistes d'Extinction Rebellion et de Scientist Rebellion ont bandé les yeux de la statue de Rembrandt à Leiden aux Pays-Bas le 26 mars 2023. Cette action a eu lieu en France également, avec le bandage des yeux, à Blois, des statues de Louis XII et de Jeanne d'Arc.
© Z. Trikić / Adobe Stock

Face aux divers périls qui menacent l'humanité, dont les perturbations climatiques sont la figure de proue – mais qui ne doivent en rien faire oublier les extinctions de masse et la perte de la biodiversité, les pollutions, notamment plastiques et chimiques, avec tous les effets induits au niveau sociologique, géopolitique, médical –, le monde des musées est placé devant un choix d'orientation : s'adapter et accompagner les conséquences pour que le public s'acclimate en douceur ou tenter de fournir les armes pour proposer aux concitoyens d'en contrer les raisons fondatrices. Dans cette optique, qui nous intéresse, il faut alors oser tout passer au crible, quitte à remettre en question les fondements même des institutions, leurs raisons d'être et leurs modes d'actions.

Comme l'énonce Camille Étienne, « *L'écoanxiété est une réponse saine à un monde malade* » (2023). Ce qui est pathologique, ce n'est pas d'être éco-anxieux, c'est de ne pas l'être ! Car cela dénote un sérieux aveuglement aux séries de mauvaises nouvelles que l'on peut recenser chaque jour. Dès lors, l'antienne que l'on entend dans toutes les journées d'étude et dans les séminaires professionnels des gens de musée depuis quelques années, qui semblent plus préoccupés de ne pas être anxiogènes et de ne pas angoisser le public, semble à côté de la plaque. Alors que les records de chaleur à l'échelle de la planète s'enchaînent, les institutions modifient peu leurs pratiques. Travaillant sur ces questions depuis presque quinze ans, nous

Camille Étienne, activiste climatique, dans la vidéo publiée sur Youtube par le collectif Avant l'orage le 28 mai 2020 :
« Nous sommes la première génération à vivre les conséquences du réchauffement climatique, et la dernière à pouvoir y faire quelque chose. »
<https://youtu.be/1Mw5ADaHyFo>



sommes quelque peu désabusés de constater que les débats demeurent si timides.

Les actions sur l'écoconception, les économies d'énergie, les techniques balbutiantes de régie post-pétrole ou la sensibilisation du public via des médiations ludiques ont certes le mérite de commencer à exister. Elles apparaissent cependant si tardives au regard des enjeux qu'elles deviennent dérisoires.

De bonnes intentions sous le poids de la réalité idéologique

Bien des propositions, si elles témoignent de bonnes intentions, finissent malgré tout à s'apparenter à du *greenwashing* : le musée ne peut rester à ne rien faire, et par conséquent il entre dans la danse de l'adaptation de manière à éviter la remise en cause frontale et brutale. Apprendre à faire la même chose qu'avant mais avec modération et en douceur, innover pour continuer comme si de rien n'était. En cela, le musée est le reflet de nos sociétés où tout devient marchandise, même l'authenticité. Ainsi, l'économie

de l'enrichissement, en valorisant par le marché les éléments non délocalisables (Boltanski et Esquerre, 2017), telles la culture et les architectures, préconise de rendre plus rentable le monde des musées, de les inscrire dans une dimension « d'industrie » créative. Cette perspective, censée devenir un moteur de la croissance, est ainsi perçue par le champ politique comme durable et saine. Cependant, les musées, dont l'une des missions est d'amener le public à s'interroger, occultent largement les problématiques liées au dérèglement climatique et à l'épuisement des ressources.

Oser poser des questions conduit à remettre en cause les fonctions même de l'institution et à repenser en conséquence sa place dans la société, la manière dont elle développe ses relations avec la population. Sans reprendre ici les arguments et démonstrations développés dans plusieurs de nos derniers articles¹, dans lesquels nous en venions à souligner la concomitance du développement du musée et du capitalisme, il est important de rappeler que pour que des richesses

1. Voir : Serge Chaumier, « Les musées ont-ils un avenir ? », Conférence à l'ACFAS, Montréal, mai 2023 ; Les Musées, vecteur d'un nouveau monde ? dans *La Vie des musées*, n°27, Belgique, 2022 ; Musées, engagez-vous ! dans *La lettre de l'Ocim* n°187, janvier-février 2020 ; Est-il encore temps pour parler du musée de demain ? dans *Musées, Mutations*, sous la dir. de Joëlle Le Marec, Bernard Schiele et Jason Luckhoff. Dijon : Eud/Ocim, 2019 ; « S'engager pour construire le monde d'après ? Pour de nouveaux modèles dans les institutions à l'ère de l'écocène. Viser une permaculture muséologique », *Actes des Rencontres professionnelles de la Fems*, 2023, en ligne : <https://fems.asso.fr/actes-des-rencontres-professionnelles/> ; « Pour en finir avec le développement durable dans les musées », en ligne : https://www.pearltrees.com/master_mem_expographie_museographie/textes-serge-chaumier-culture/id16115337/item443060158

puissent être produites et accumulées dans des collections par des personnalités fortunées, une économie qui permet l'accumulation des profits est de mise. L'essor commun, à la même période, du musée et du capitalisme n'est en rien fortuit (Vergès, 2023). Le développement actuel des fondations, proposées généreusement par des milliardaires, enrichies par les bénéfices des multinationales, démontre lui aussi que le monde de l'exposition n'a pas rompu avec ses origines. Les récentes valorisations de la consommation culturelle offrent des propositions s'apparentant aux industries du loisir et à une économie marchande. Si on se plaît à mettre en lumière l'héritage émancipateur des révolutions issues du XVIII^e siècle, dont le fer de lance est l'éducation et la science, les modes d'acquisition et d'accumulation sont moins interrogés.

Dès lors, les jeunes activistes qui s'en prennent aux œuvres d'art en les entartant ne font que crier leur désespoir et attirer l'attention sur un patrimoine que l'on protège à grands frais, dont la société prend soin, alors que le reste de la terre et de l'existence sont saccagés². La polarisation sur l'action elle-même permet d'évacuer les questions de fond. Or, c'est justement pour toucher au sacré de nos sociétés que l'action est conduite. Quels sont les réponses des institutions sinon se protéger davantage et établir des forteresses ? Ces militants ne font que faire ressortir l'absurdité d'un système mais aussi, peut-être de manière plus fondamentale qu'il n'y paraît, les relations occultées entre le musée et ce qui le rend possible, le système économique et financier dans lequel il prend place.

Le musée, et plus particulièrement l'art, ne servent-ils pas à masquer et à faire oublier par les dorures et la délectation les violences du monde social ? Le musée, l'art ou la technique, utilisés au singulier ne sont-ils pas avant tout des concepts idéologiques pour faire supporter des croyances qu'il faudrait déconstruire ? L'institution ne s'est-elle pas bâtie d'abord sur des concepts qu'il faut interroger et, pour s'inscrire dans la critique de ce que Louis Althusser nommait des appareils idéologiques d'État (AIE), les musées ne servent-ils pas d'instruments de conditionnement à des valeurs nécessaires à la reproduction sociale ?

Le refrain de la démocratisation culturelle, inlassablement répété durant quarante ans, n'est plus guère entonné : plus personne ne prendrait au sérieux une incantation que le milieu culturel ne s'est jamais donné les moyens d'accomplir. Pourtant, depuis

les années 1970, la question de l'élargissement des publics s'est lentement imposée dans les musées, jusqu'à devenir une injonction essentielle au début du XXI^e siècle. Aujourd'hui, au-delà de sa capacité à instruire et à éduquer, le musée doit être un lieu de médiation et de communication. Alors on transforme les mots pour qu'une génération puisse de nouveau croire aux changements possibles et on évoque désormais le musée inclusif. Ce dernier, dépassant la question et les inégalités sociales, se préoccupe davantage des différences : le handicap, le genre, l'orientation sexuelle, l'appartenance ethnique ou religieuse.

Des formes de médiation innovantes fonctionnent et tentent même de désacraliser l'expérience muséale pour la rendre plus ludique ou plus interactive. Après les politiques de démocratisation/démocratie culturelle entamées dans les années 1960, nous assistons au tournant des années 2000 à une spectacularisation des musées et à la prolifération d'une offre expographique plus divertissante ou participative. Cette tendance croise les problématiques d'élargissement des publics et de rayonnement des villes, dites alors créatives et attractives. Des orientations critiquées par certains professionnels de la culture, pour qui cette spectacularisation se fait au détriment de la qualité ou d'une mission d'éducation artistique et ne permet pas vraiment d'élargir socialement les publics : le plus souvent elle permet une surconsommation culturelle par les catégories diplômées, l'expérience muséale restant encore très marquée socialement, comme l'ensemble des pratiques culturelles. Ce sont les catégories diplômées qui semblent s'imposer dans la plupart des publics des musées.

Or la crise environnementale a cette vertu qu'elle met au jour les fondamentaux pour celui qui entend aller à la source des problèmes. À quoi sert la culture ? À endormir les classes moyennes et à les faire se distinguer des classes populaires par des pratiques culturelles valorisantes ? À fournir à leurs enfants un capital culturel à même de les faire s'insérer au mieux dans les structures sociales, ou à réellement jouer le jeu de l'émancipation pour favoriser une société plus juste et plus égalitaire ? Dans ce cas, il faudrait alors s'en donner les moyens et fournir les armes d'un combat à mener. L'action culturelle n'a jamais beaucoup intéressé le ministère de la Culture, pas plus que les institutions dont c'est le parent pauvre. Lorsque des projets participatifs existent, tel l'emblématique Musée urbain Tony Garnier, porté par des habitants « ordinaires », dans le 8^e arrondissement de Lyon, la reconnaissance et le soutien institutionnels demeurent très compliqués (Chenevez, 2022).

2. Voir la tribune signée par Igor Babou, Serge Chaumier, Joëlle Le Marec, François Mairesse, « Face au mépris suscité par l'activisme écologiste, que les musées expriment leur effroi devant l'avenir », *Basta !*, 25 novembre 2022.

Le musée, un lieu de transformation sociale ?

Permettre à des groupes sociaux de s'emparer des lieux pour s'approprier et construire de concert, voilà qui permettrait de renouveler l'intérêt des populations et des publics. Le musée peut devenir un outil de transformation sociale. Le Musée d'art contemporain de Gand tente l'expérience en mettant à disposition une salle au mouvement Extinction Rebellion pour former à l'action non-violente³. Si les institutions ne sont pas toutes censées se transformer en lieu militant pour l'écologie, il est peut-être intéressant de s'interroger davantage sur leurs fonctions et leurs rôles. Il n'est pas certain que l'exposition, par exemple, demeure le moyen le plus efficace, ni que la professionnalisation des structures n'ait été finalement une bonne chose. Il faut peut-être redécouvrir les espérances de l'éducation populaire, la joie de faire ensemble avec l'émancipation comme objectif. À coup sûr, c'est là un bon moyen de lutte contre l'éco-anxiété. Il ne s'agit pas de s'illusionner sur la portée d'actions culturelles pour changer le monde, mais de stimuler l'accomplissement par le faire, et notamment par les actes militants.

Changer la destination des lieux, la manière de travailler avec les populations d'un territoire, mais aussi de structurer en interne les modes de travail, revoir la gestion et le statut des établissements, réapprendre l'autonomie, penser à ralentir et réfléchir à la relation travail-loisir sont des chantiers à ouvrir si on veut réellement appréhender les problèmes qui se posent à nous. Les enjeux de conservation deviennent dérisoires au regard des périls qui menacent l'humanité, et les moyens d'action auprès des publics, que ce soit par la muséographie ou par la médiation, ne sont plus à la hauteur des enjeux. Alors que les crises environnementales font se rejoindre les crises sociales, économiques, financières, politiques et la crise du monde de la culture, énoncée depuis maintenant quarante ans, nous n'avons pas d'autre choix que d'opter pour des mesures radicales (Lyons et Bosworth, 2020). Mais pour ce faire, les établissements culturels doivent résoudre la question des autorités de tutelle, le monde politique qui les supervise étant le plus rétif à perdre son monopole de jouissance.

Ceci conduit à poser incessamment, à chaque nouveau projet, cette question : quelle est l'utilité sociale des actions conduites ? Pour ce qui concerne les expositions, par exemple, on devrait s'interroger : « En quoi cette nouvelle exposition est-elle nécessaire, et pour

qui ? Est-elle indispensable même ? ». Faire moins, mais des choses essentielles. Ou, à tout le moins, s'engager davantage dans les discours tenus, que ceux-ci soient originaux, qu'ils ne soient pas justes la toile de fond de produits culturels à consommer. Car on peut faire ressortir aussi cette conséquence du musée capitaliste : depuis les années 1980, on s'est engagé dans une production pour des clientèles ; le secteur culturel devient un secteur marchand qui fabrique du produit culturel, à l'instar des industries créatives.

L'une des 26 fresques de la Cité Tony Garnier à Lyon. Un projet du Musée urbain Tony Garnier, un musée porté par des habitants « ordinaires », dans le 8^e arrondissement de Lyon.
© A. Chenevez



3. <https://www.courrierinternational.com/article/belgique-un-musee-de-gand-met-une-salle-a-disposition-d-extinction-rebellion>

À l'écoscepticisme des uns répond la fatigue climatique des autres, scientifiques lassés de devoir répéter inlassablement les arguments face aux réactions de déni ou d'indifférence, face à l'inaction surtout. Car tout le monde devrait être en alerte et inquiet, prêt à tenter le sauvetage ; or nous sommes loin du compte. Il est largement contestable de se complaire à parier sur les nouvelles générations pour changer les comportements. Hormis une petite minorité d'activistes, les jeunes, en leur ensemble, ne semblent pas plus en lutte que ceux des années 1970 sur ce point. La prise de conscience des impacts du numérique ne détourne guère de ses usages frénétiques, tout comme celle des incidences des transports sur le réchauffement climatique ne dissuade pas d'aller passer ses vacances sous les tropiques. Plus rares encore sont les trentenaires qui renoncent à être parent au regard du coût en carbone que représente la vie d'un être humain. Comme si rien n'avait changé, les comportements évoluent à la marge, même si la prise de conscience des problèmes est là. Comme si le lien entre la connaissance des faits et la réalité de nos actions ne se faisait pas. Aussi n'est-il pas suffisant d'énoncer des faits, de noyer le visiteur sous des statistiques, ou de rapporter tel ou tel comportement vertueux.

Les contradictions des musées de science

Tout comme le musée d'art, le musée de science n'est pas exempt de devoir procéder à son introspection. Ce sont les sciences et techniques qui sont en partie responsables de la situation catastrophique que l'on connaît⁴. Il y aurait bien des questions à poser, notamment en interrogeant le culte d'une certaine science, cette vision positiviste qui tait les contradictions et les responsabilités, voire les compromissions des savants avec le productivisme, avec les industries polluantes, etc. Les sciences sont diverses et si certaines nous permettent de progresser, d'autres, en se réclamant du progrès, colportent des intérêts idéologiques, économiques ou développent un monde qui n'est pas un avenir souhaitable. Les musées de science sont ainsi davantage concernés que les autres musées, car ils participent de la diffusion d'une vision, voire d'une idéologie parfois encore largement scientiste. Ils occultent le plus souvent les conditions de production des sciences et des techniques en écartant leurs dimensions économiques et politiques.

En développant une approche positive de *La science* en général⁵, les mises en question sont évincées, ou s'accroissent avec les dominations de genre, de

classe, ou de race. Les musées poursuivent le même discours, et on attend encore les lieux de science qui vont réellement mettre en débat l'intérêt ou l'utilité publique de certaines recherches. De même qu'un affranchissement de la dictature de l'expertise devrait conduire à poser la question démocratique et non pas se soumettre aveuglement à des dictats. À quand des expositions critiques dans les musées de science ? Pouvons-nous imaginer des actions culturelles s'intéressant aux effets et conséquences des travaux produits par les scientifiques et les ingénieurs depuis deux siècles ? Le musée de science devrait par ailleurs interroger le culte de l'innovation technologique.

Les muséums d'histoire naturelle devraient être les moteurs du désir de transformation, tant ce qu'ils sont censés valoriser est mis à mal et en péril partout sur la planète. Sans même remonter à *Printemps silencieux* de Rachel Carlson en 1962, disons que les alertes sont omniprésentes depuis les années 1970 (Rich, 2019), sans que cela ne soit encore véritablement intégré dans le discours et les actes des institutions. Certes, le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN) met en place des programmes de sciences citoyennes et participatives du côté de son activité de recherche, mais dans l'ensemble les discours déployés par les expositions des muséums poursuivent dans le droit fil du XIX^e siècle. Présenter le classement des espèces demeure l'alpha et l'oméga de bien des rénovations de sites encore aujourd'hui. Les publics ont pourtant changé, et les recherches en éthologie multiplient les anecdotes susceptibles d'intriguer et capter l'attention des visiteurs. Hormis des discours généraux peu dérangeants, les diverses pollutions, modes de vie et aménagement des territoires qui atteignent à la biodiversité sont évincés. Rares sont les muséums qui, comme celui de Rotterdam ou le Musée de la nature du Valais en Suisse, constituent des collections de l'anthropocène pour alerter et sensibiliser (Kramer, 2020). Outre une autocritique que les muséums ne font toujours pas à propos d'une histoire faite de destructions massives ou de dégradations pour constituer des collections aussi pléthoriques que fragiles, on rêverait de voir les institutions établir des bilans de la situation actuelle, mais surtout fournir des cadres dont les populations pourraient s'emparer pour agir. Plutôt que de s'inquiéter de faire naître l'écoanxiété, il est sans doute plus bénéfique de l'amplifier en lui donnant des moyens de se métamorphoser en autre chose. Les musées pourraient alors investir dans l'humain.

4. Nous remercions nos collègues Igor Babou, Joëlle Le Marec et François Mairesse pour le passage qui suit, inspiré d'un article commandé par le bulletin d'une association de mise en réseau des musées de science, finalement refusé car jugé trop militant.

5. Du reste, quand on parle de *La science*, c'est comme quand on parle de *La femme*, on est toujours dans l'idéologie !

Affiche de l'exposition *Objectif Terre : Vivre l'Anthropocène* (2016) au Musée de la nature du Valais (Suisse), l'un des rares musée à constituer des collections de l'anthropocène pour alerter et sensibiliser. DR

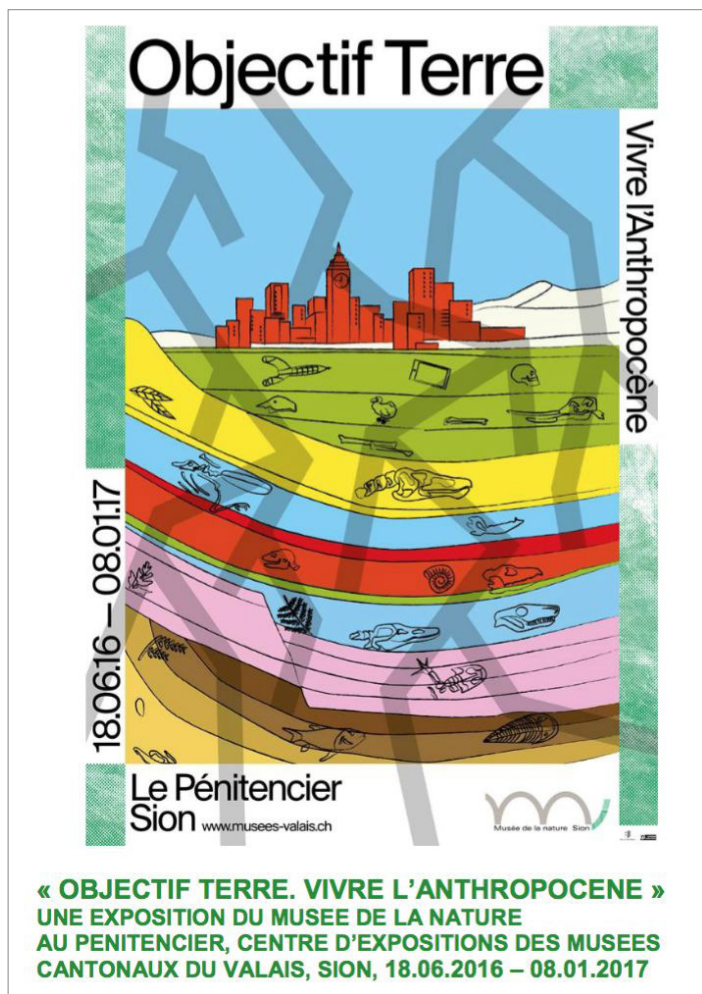
Si les musées entendent devenir écoresponsables, ils doivent remettre en question la culture matérielle sur lesquels ils se construisent. Combien de conservateurs affirment, certains de leur fait, « *qu'un musée, c'est d'abord des collections* » ? Cela a des impacts sur les choix budgétaires et sur les politiques de ressources humaines. Les conservateurs seraient inspirés de méditer et d'appliquer cette phrase de Nelson Mandela : « *Ce qui est fait pour nous, sans nous, est fait contre nous* ». Phrase terrible pour le secteur culturel, car si on l'applique vraiment, 95 % des productions des institutions culturelles sont à mettre au rebut. Au mieux, elles ne servent à rien, au pire elles sont néfastes. La professionnalisation de ces quarante dernières années a conduit à *faire pour*, c'est-à-dire à proposer des produits à consommer.

On voit bien une montée en puissance d'une volonté de mettre en avant la participation, la co-construction avec les publics, l'implication, mais cela reste trop souvent au niveau des déclarations d'intention, des apparences. Et ce n'est pas suffisant. Il faudrait favoriser l'action culturelle, et notamment le travail de proximité avec les populations, à l'instar de l'écomuséologie, plutôt que le tourisme. Les professionnels ne sont pas formés à l'action culturelle, c'est-à-dire à une conscience politique de la médiation, aux dimensions sociales. Cela veut dire repenser les lieux, les méthodes, les actions elles-mêmes. Et, pour cela, leur financement et leur dépendance à l'égard des pouvoirs et autorités de tutelle. Il ne s'agit plus alors de faire que de l'écoconception, mais de s'interroger sur la méthode et sur les finalités. L'important est peut-être moins de faire une exposition bien conçue avec une équipe de scénographie que de conduire ensemble une action. Le processus est au moins aussi important que le résultat. La meilleure sensibilisation passe par l'implication...

Au sujet de la sensibilisation, il faut cesser de considérer tous les musées sur le même plan : certains sont plus vertueux que d'autres, plus engagés dans la volonté de transformer les rapports sociaux. Évidemment, les musées communautaires, plus largement les écomusées et musées de société ont une longueur d'avance dans la réflexion⁶. Toutefois, ils demeurent encore régis par des règles communes, celle de la loi du 4 janvier 2002 relative aux musées de France notamment, mais aussi par les codes de déontologie et la définition de musée de l'ICOM. Il est urgent de passer au crible les normes, notamment de conservation, édictées depuis trente ans, mais aussi l'adresse au public et le rôle du musée dans une communauté et un territoire. De nouvelles relations sont à inventer, et plus que jamais l'imaginaire est nécessaire. Les modes de management, les structures hiérarchiques, les manières de travailler, les fonctions et statuts sont autant de chantier à conduire.

Musées et diversité

La question de la diversité pose aussi la question du recrutement des professionnels présents dans les musées. Il faut en général un diplôme et des connaissances très importantes et spécialisées pour obtenir un emploi dans un musée, que ce soit pour des missions de conservation, de médiation ou d'expographie. Les diplômes sont généralement décernés après l'achèvement réussi d'un programme d'études ou une formation spécifique attestant des compétences et des connaissances censées être acquises par un individu.



6. Pour aller au-delà, la Fédération des écomusées et musées de société (Fems) prépare ses Rencontres professionnelles sur ce thème. Elles auront lieu du 13 au 16 mars 2024 à l'Écomusée de l'Avesnois.

Le mérite joue un rôle important dans l'idée que l'on se fait des personnes qui travaillent dans un musée. L'obtention du diplôme nécessaire pour travailler dans un musée soulignerait que les personnes ont fait preuve de détermination et de persévérance.

Il est d'ailleurs souhaitable que ce soit des gens bien formés qui gèrent des affaires muséographiques, qu'ils aient une bonne faculté de jugement. Seulement, il existe d'autres facteurs qui peuvent influencer sur l'obtention d'un diplôme, tels que les ressources financières, l'accès à l'éducation, les opportunités offertes, les circonstances personnelles, etc. Tout le monde n'a pas les mêmes chances et certains peuvent être désavantagés, malgré leurs mérites. Et si les professionnels des musées dénoncent le manque de diversité ethnique ou le sexisme, ils sont beaucoup moins clairvoyants sur la diversité liée à l'obtention d'un diplôme et à la maîtrise de la culture savante classique, toujours aussi indispensable dans les concours de la conservation. Ainsi, selon le programme Pisa de l'OCDE, qui mesure l'efficacité des systèmes éducatifs, la France est un pays très inégalitaire pour l'obtention des diplômes. Ce Programme international pour le suivi des acquis (Pisa) des élèves évalue les compétences de ces derniers et mesure la résonance entre l'origine sociale et la réussite scolaire. Ces études soulignent que les inégalités sociales et économiques ont un impact fondamental sur les résultats scolaires. Les inégalités scolaires seraient ainsi liées à la répartition inégale des ressources. La sélection à l'entrée des écoles et la spécialisation des diplômes contribueraient à asseoir une légitimité et un prestige semblable à ce qu'instauraient les systèmes de privilèges héréditaires d'autrefois.

Il serait utile de renforcer des études sur le personnel des musées et notamment aux fonctions d'ingénierie culturelle et de direction. Car, même si nous constatons ces dernières années une diversification du personnel du point de vue du genre ou de l'ethnicité, il semble devenu plus homogène au niveau des qualifications universitaires et des classes sociales associées. Le clivage entre les individus qui possèdent un diplôme délivré par une école sélective et les autres peut ainsi remettre en cause la possibilité de la diversité dans les musées. Les inégalités sociales n'ont jamais été aussi fortes, et les musées ne semblent guère enclins à remettre en question l'idéologie libérale qui les produit.

Pour stimuler l'imagination à l'avenir, la formation est indispensable, et c'est le cap que nous nous fixons en tant que responsable de master : stimuler la créativité et l'esprit critique. Reste aux professionnels à s'en soucier au moment des partenariats ou des recrutements de nouveaux personnels.



En conservant l'actuelle trajectoire, les musées ne font que s'illusionner eux-mêmes sur leurs actions. Ils continuent à donner un coup de barre à gauche, un coup de barre à droite, une action écoresponsable, une action aggravante. Ainsi de l'alternance entre exposition de sensibilisation aux enjeux climatiques, exposition *blockbuster* et exposition de sensibilisation truffée de nouvelles technologies numériques, à fort impact carbone. Au mieux, les musées apparaissent comme les dindons de la farce, naïfs envers les enjeux qui les dépassent, au pire, ils se font les collaborateurs d'un système qui orchestre le désastre. À jouer les idiots utiles comme lieux de valorisation de l'innovation technologique depuis cinquante ans, ils pourront poursuivre dans la même veine alors que la géo-ingénierie s'invite de plus en plus comme

Affiche de l'exposition *Climate action. Inspiring change* (2022), au Peabody Essex Museum (USA). Cette exposition fait partie des actions du musée dans le cadre de Climate + Environment initiative, son programme pour participer au changement des relations humaines avec le monde naturel, motiver l'action du public et l'inspirer à trouver des solutions créatives pour lutter contre le dérèglement climatique.

© km1 Photo / Adobe Stock

solution pour faire perdurer un système qui a engendré les problèmes. Ils pourront préparer les esprits à des modes d'existence où la technique et la science, une fois de plus, apporteront leur lot d'illusoires solutions et de conséquences néfastes. Se mettent en place actuellement les structures idéologiques pour faire apparaître comme inévitable le recours à davantage de techniques pour résoudre les questions environnementales, mais aussi économiques, sociales et politiques⁷. De la maîtrise des évolutions climatiques par la géo-ingénierie à l'agriculture connectée (Neyrat, 2016), de la surveillance des populations au nom de

la sécurité à la propagande et à la manipulation de l'opinion via l'intelligence artificielle, du numérique à la cyber-démocratie, les musées se font déjà les relais de ces solutions illusoires en proposant des scénarios et des expositions peu critiques.

Les institutions culturelles sont donc à un tournant, et la voie qu'elles choisiront de suivre sera éminemment politique. Poursuivront-elles dans la même veine, en jouant de l'écoresponsabilité pour verdir la façade et paraître respectable, ou s'engageront-elles dans une rupture radicale avec les approches conduites jusque-là ?

bibliographie

Boltanski L. et Esquerre A. *Enrichissement, une critique de la marchandise*. Paris : Gallimard, 2017.

Chenevez A. Le Musée urbain Tony Garnier. Un processus complexe de démocratisation muséographique. *La lettre de l'Ocim* n° 205, 2023.

Étienne C. *Pour un soulèvement écologique*. Paris : Seuil, 2023.

Kramar N. Questionner les liens sociétés-Terre. *La lettre de l'Ocim* n° 187, janvier-février 2020.

Lyons S. et Bosworth K. Les musées face à l'urgence climatique. Dans *Museum Activism*, Jones R. R. et Sandell R. (dir.), Routledge, 2020.

Neyrat F. *La Part inconstructible de la terre. Critique du géo-constructivisme*. Paris : Seuil, 2016.

Rich N. *Perdre la terre. Une histoire de notre temps*. Paris : Seuil/Les éditions du sous-sol, 2019.

Vergès F. *Programme de désordre absolu. Décoloniser le musée*. Paris : La Fabrique, 2023.

REGARDS CROISÉS

TRANSFORMER
LE REGARD
SUR LES MUSÉES

par **Cédric Crémière**

Muséologue, conservateur en chef du patrimoine, chercheur associé à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066).

Dans cet article « manifeste », Serge Chaumier et Alain Chenevez interpellent le musée au sujet de la question environnementale et analysent les questions que se posent les musées, en l'occurrence ne se posent pas assez, et leur capacité à agir.

On peut distinguer les musées comme des acteurs de l'action

publique et comme producteurs de contenus et de sens.

À l'image de la sphère publique dans son ensemble qui secrète des règles et ne les applique pas à elle-même (comme les questions d'accessibilité par exemple), on constate la difficulté grandissante de l'action et de l'efficacité publique, comme le pointe régulièrement la Cour des comptes dans son rapport annuel. Rares sont les interrogations sur le bilan carbone des structures publiques, la mise en œuvre de moyens concrets et l'évaluation des actions mises en place. Le musée, souvent beau parleur et piètre faiseur, doit être logé à la même enseigne que les autres institutions publiques.

La crise de l'approvisionnement en énergie de l'hiver 2023 a fait réaliser la fragilité de nombreuses

structures. Or de très rares projets de réserves, de musées et d'expositions intègrent, lors leur conception, les coûts énergétiques à supporter, non seulement pour les structures commanditaires mais aussi pour l'environnement. C'est donc une réflexion à l'échelle de l'écosystème économique des musées qui doit être à l'œuvre.

Dans sa spécificité à interroger un temps long, prenant en compte le poids que constitue le patrimoine et les tensions inhérentes à sa définition, le musée est un lieu où l'innovation et le changement sont longs à surgir et lents à mettre en œuvre, d'autant plus si l'on rajoute la pauvreté de la très grande majorité des structures muséales.

Dans leur interpellation, les auteurs interrogent le sens

7. Voir Pièces et Mains d'œuvre, *Manifeste des chimpanzés du futur. Contre le transhumanisme*, Service compris, 2017.

fondamental que le musée donne à ses actions et à son rôle. Ces sujets, adossés à la responsabilité sociétale et environnementale, devraient investir les projets scientifiques et culturels (PSC), tout comme celui de l'évaluation publique, parent pauvre de l'action publique en général. Lieu de normes (loi spécifique, kyrielle de préconisations dans la conservation des collections, commissions multiples, etc.), le musée est aussi le fruit de son histoire et, s'il est un lieu où intrinsèquement et culturellement le changement est lent voire difficile, il faut souligner de nombreux efforts et réflexions, en France et à l'étranger, pour un nouveau modèle. Mais force est de constater que les musées qui

communiquent le plus sur leurs actions en faveur de l'environnement ne sont pas toujours ceux qui en font le plus. Cela interroge la manière d'identifier, de repérer les actions innovantes, même modestes, pour ceux qui étudient les musées.

Outre l'urgence climatique, la question post-coloniale, le sujet des restitutions des restes humains et des biens culturels, l'accessibilité, le genre, l'égalité, sont symptomatiques du conservatisme (entendu ici comme réfractaire au changement) à l'œuvre dans de nombreux musées français.

Incidemment, les auteurs invitent à transformer le regard sur les musées, qui passerait du « comment » au « pourquoi ». La

technicité de la conservation, les exigences parfois folles qui l'accompagnent ; les projets architecturaux plus que muséologiques ; l'illusion de certains dispositifs, etc., sont autant de champs qui participent à la modernisation et à la professionnalisation des musées mais qui placent parfois au second plan le sens profond de l'efficacité publique, le réel partage patrimonial, les inégalités culturelles et sociales, la capacité à s'approprier la société contemporaine, etc., bref toute matière qui fait le « pourquoi » du musée. À ce changement de paradigme, tous les sujets y gagneraient, notamment celui de l'urgence climatique.
